

REFLEXIONS

POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

Reflexions a pour but d'inviter à la réflexion tous ceux qui veulent participer à faire progresser notre société. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres y compris critiques. N'hésitez pas à nous écrire.

Sommaire

DEST.

P1 et 2 Appel aux abonnements. Les présidentielles
P 3 et 4 Israël agresseur. Le déclin d'Israël
P 4,5 Libéralisme et Capitalisme de sont pas synonymes
P5 Perplex
P6 OPA sur le PCF. Les Etats unis vont ils légaliser la torture ?

Appel : Préserver le débat démocratique

« Reflexions pour un mouvement révolutionnaire moderne » rencontre des difficultés sérieuses pour la diffusion de son bulletin. Ces difficultés tiennent à notre insuffisance d'abonnés et aux restrictions à l'aide à la diffusion de la presse. C'est le résultat des coupes décidées par le gouvernement dans ce secteur comme dans bien d'autres secteurs du service public. Force est de s'adapter. Nous sommes obligés de réduire la diffusion gratuite de notre bulletin. Le débat démocratique n'est décidément pas une priorité de ce gouvernement.

Pour maintenir un niveau significatif de diffusion, il y a deux possibilités : Premièrement proposer à ceux qui bénéficient aujourd'hui de la diffusion gratuite de notre bulletin de prendre un abonnement : 10 euros par an. Deuxièmement, nous pouvons aussi diffuser gratuitement notre bulletin par nos moyens informatiques. Si vous êtes intéressés, envoyez-nous votre adresse email à l'adresse électronique suivante : miquelmercier@free.fr

Le débat politique ne doit pas rester enfermé entre les formations politiques qui ont aujourd'hui pignon sur rue. Un renouveau est indispensable pour ceux qui veulent transformer la société autrement que dans le rêve et en évitant les pièges de cet antilibéralisme qui fleurit en France en attaquant la science et la technologie à la place du Capital.

REFLEXIONS

Présidentielle : une échéance qui s'annonce sous les meilleurs auspices pour le Capital !

La vie politique nationale ressemble de plus en plus à celle des USA. Les forces dominantes choisissent dans chaque camp, par un système qui s'apparente de plus en plus à celui des primaires américaines, les personnalités les plus aptes à servir leurs intérêts. Les médias, la presse sont les éléments pivots du système. Ils sont liés

avec telle ou telle écurie de présidentiable au sein de l'UMP et du PS dont ils contribuent à promouvoir le poulain. Ils agissent comme la bourse à l'égard de l'industrie. Leur choix est déterminant dans la carrière des dirigeants politiques de la bourgeoisie. Ces derniers ont tout intérêt à cultiver avec les journalistes politiques des liens personnels qui permettront leur mise en valeur.

Si le vouvoiement est de rigueur face au public, il fait place au tutoiement derrière les estrades. Les couples entre journalistes et personnalités politiques sont la conséquence de l'anastomose entre ces deux mondes.

La bourgeoisie a donc choisi Sarkozy et Royal comme candidats à la présidence de la République. Aux adhérents de l'UMP et du PS d'entériner le choix, les débats internes ne sont que des péripéties qui ne servent qu'à valoriser le candidat prédésigné.

Sarkozy est le candidat de la rupture, c'est à dire d'une accélération de la déréglementation et de la casse de l'ensemble du système de protection des salariés. Pour le Capital c'est l'ensemble de la société qui doit être refondée autour de son accumulation. Le code du travail, doit être profondément modifié afin de soumettre encore plus les salariés au patronat, afin de restructurer tout le système social, le système de santé, le système éducatif pour diminuer les dépenses de l'Etat. Le Capital a trop besoin des fonds de l'Etat. La refonte du système éducatif nécessite de faire évoluer la laïcité. Nous allons vers une société de violence sociale, encore plus inégalitaire, le Capital captant toutes les richesses. Une telle politique ne peut qu'engendrer des explosions sociales, la bourgeoisie s'y prépare. Les « émeutes » des banlieues furent le prétexte de l'Etat d'urgence qui pourra être réactivé contre tout ce qui sera l'expression d'une protestation sociale d'envergure. Sarkozy représente au sein des forces dominantes le courant de ceux qui veulent écraser toute velléité de contestation sociale. Malgré l'effondrement du courant révolutionnaire, le Capital a subi deux échecs en une année, le référendum sur la constitution et le CPE. Il y a urgence à mater le courant de lutte qui est en train de monter en puissance.

Du côté du PS, le marketing autour de S Royal continue. Les éléphants du PS prétendants à l'investiture ne font que la valoriser, ils ont tous géré l'Etat et ont beaucoup de choses à se faire pardonner ! Sur l'émigration, l'école, l'entreprise, S Royal développent des thèmes qui se rapprochent beaucoup de ceux de Sarkozy. B Delanoé vient d'inaugurer à Paris la place Jean Paul II ! Tout ceci en dit long sur les évolutions de fond en cours au sein du PS.

Et à "gauche" du PS, c'est la bataille des nains. Le non au projet de constitution a été conçu non pas pour s'opposer à la politique de gestion capitaliste de l'Europe, mais pour constituer une coalition de rechange centrée sur L Fabius. L'opération ayant échoué (Fabius s'attaquant à la politique qu'il n'a cessé de promouvoir, la ficelle était un peu trop grosse pour être crédible), la coalition se trouva fort dépourvue ! Depuis un an, elle ne

cesse de tourner en rond, pour soit disant rédiger un programme, en fait pour déterminer qui va en être le leader. Mélanchon ayant rejoint le bercail du PS, Bavray le bercail des verts (la famille verts cherche à se rabibocher, ceux de « gôche » fréquentant à nouveau ceux de droite grâce à N Hulot, ces retrouvailles il est vrai n'intéressent personne), restent donc en lice le PCF, la LCR, et l'aventurier J Bové qui ne représente que lui même.

Aucun n'est en mesure de s'imposer puisque ce ne sont que des batailles d'appareil. Le contenu de ce rassemblement appelé pour l'occasion anti-libéral n'est pas des plus clair. Bové et la LCR sont anti-technologies (anti-OGM, anti-nucléaire et anti-nanotechnologie ! cela fait beaucoup !). Le PCF, par opportunisme, a repris le discours anti-OGM, mais fait semblant de ne rien voir et de ne rien entendre concernant le nucléaire et les nanotechnologies). Or J Bové dans une interview à Libération de juin a donné sa solution pour régler le chômage : le démantèlement des centrales nucléaires et le développement des énergies renouvelables; il a en outre appelé l'assemblée européenne issue des élections de 2008 à se transformer en constituante. C'est dire que le non à la constitution de 2005 devient à oui à la constitution en 2008. En quoi, un projet constitutionnel élaboré par le Parlement dans le rapport des forces actuels de l'Europe serait il meilleur que le précédent ? L'Europe a-t-elle besoin d'une constitution ? Une constitution, c'est le fédéralisme, J Lecanuet a trouvé en J Bové un successeur ! Comment augmenter les dépenses sociales, les salaires, et assurer le développement de la société sur la base de la décroissance comme le propose Bové et ses amis ? Moins de richesses produites dans le cadre d'une société par essence inégalitaire conduit à la paupérisation du salariat. Une telle société ne peut être que très répressive. L'anti-libéralisme, sous produit français de l'altermondialisme, contribue à l'établissement d'une société encore plus dérégulée plus inhumaine qu'appellent de leurs vœux les représentants du Capital. En l'état actuel, le salariat ne peut compter sur aucune force politique pour défendre ses intérêts, il ne peut compter que sur lui même. Les luttes sont le moteur de l'Histoire. Si l'absence de perspective politique pèse sur les luttes, il est peu probable que les salariés supportent indéfiniment une politique qui les condamne à être de simples machines à produire des richesses au profit exclusif du patronat.

Réflexions

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE. PERIODIQUE TRIMESTRIEL
N° 52 – septembre 2006 - prix 3 euros- Abonnement 4 numéros 10 euros.
Directeur de publication : Françoise Courtin. Rédaction : Gilles Mercier
Imprimé dans nos locaux, 8 rue Hélène Boucher 94320 Thiais
Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry-sur-Seine

Israël une fois de plus agresseur

La sauvage agression d'Israël contre le Liban, "justifiée" par le honteux prétexte de l'enlèvement de 2 soldats israéliens par le Hezbollah, alors qu'Israël ne se gêne pas pour enlever les résistants libanais ou palestiniens quand il ne les assassine pas tout simplement ! le Cheik Yacine, assassiné dans son fauteuil roulant par un missile israélien, Marwan Barghouti, le dirigeant du Fatah pour la Cisjordanie qui croupit dans les prisons israéliennes, en sont les plus célèbres exemples. Nos médias n'ont pu cacher la férocité des bombardements. La "communauté" internationale, sous la pression des Etats-Unis a laissé se commettre ce crime de guerre. Le veto américain a paralysé l'ONU. La France, critique au début, n'a pas tardé à s'aligner progressivement sur les Etats-Unis et à accepter la résolution 1701 déséquilibrée en faveur d'Israël, perdant ainsi beaucoup de son prestige parmi les populations arabes. N'oublions pas d'ailleurs que la France a été initiatrice avec les EU de la résolution 1559 qui demandait le désarmement du Hezbollah, une affaire intérieure libanaise !

En fait, Israël est né dans un contexte de guerre puisqu'il s'est trouvé, en 1947, une majorité à l'ONU pour créer de toutes pièces un Etat sur une terre déjà peuplée contre l'avis des Arabes, ce qui n'a pas manqué d'engendrer un enchaînement de conflits sanglants.

La guerre du Liban est le plus récent épisode de cette guerre de 60 ans. Nous reproduisons ci-après une interview par C. Den Hond et N. Qualander de Naha Chahal militante pour la protection du peuple palestinien qui a passé un mois au Liban pendant l'offensive israélienne (paru dans Rouge, Journal de la LCR.).

R.Malzieu

Le déclin d'Israël

Par Naha Chahal

Quel est l'effet de la guerre sur le peuple libanais ?

Nahla Chahal :

On a vécu au Liban un moment extrêmement intense. Pourquoi ? Moi, j'ai ouvert mes yeux.

J'ai eu une conscience politique, après la défaite en 1967. J'ai vu devant moi mon père, un militant communiste libanais, et ma mère, une militante communiste irakienne, s'effondrer en 1967. Mon père a même fait un infarctus à cause de la défaite.

Les régimes arabes, à l'époque, avaient essayé de minimiser en disant que c'était une petite défaite. Mais, pour nous, c'était la fin d'une époque où toute une région était en train de se réaliser.

Dans notre conscience de nationalistes arabes ou de communistes, Israël était là pour empêcher que le monde arabe puisse se réaliser en tant qu'entité, en tant que force régionale ou en tant que société. Ensuite, il y a eu un déclin de la région arabe. On disait : « On ne peut pas résister à Israël. C'est impossible. » Cela dure depuis 40 ans maintenant.

Moi, je considère que j'ai eu la grande chance d'avoir vu une preuve qu'Israël, son hégémonie et sa suprématie n'étaient pas un destin incontournable.

Israël est maintenant entré dans une logique de « soit nous, soit eux ». Je suis consciente que ce qu'on a vécu n'est qu'une petite lueur, mais cela a prouvé qu'on peut, avec la force d'une petite milice, celle du Hezbollah, une souris, affronter un éléphant. Les dix premiers jours, il y avait une énorme panique. Mais, soudain, quand les Israéliens n'ont pas pu avancer, les gens ont accepté de payer le prix. Voilà qui est historique.

Le but israélien et américain était de diviser la population libanaise. Pourquoi cette entreprise n'a-t-elle pas réussi ?

N. Chahal :

La population libanaise est déjà divisée. Une grande partie aime bien la résistance, mais elle n'est pas prête à en payer le prix. Elle a fait un choix, elle a rejoint le camp de ce que j'appellerais le camp néolibéral. Le plan israélo-américain était de faire bouger une partie de la population libanaise contre le Hezbollah. Cela aurait pu arriver si le Hezbollah et les partis qui sont avec lui - le Hezbollah est loin d'être seul dans la résistance - n'avaient pas eu la capacité de résister.

Comment juges-tu la résistance militaire du Hezbollah ?

N. Chahal :

Il y a eu quelque chose qu'on n'a pas vu depuis très longtemps dans cette partie du monde. Les combattants du Hezbollah se sont battus avec conviction. On n'avait jamais vu 34 Merkavas [tanks israéliens, NDLR] détruits en une seule journée. Jamais ! Aucune armée arabe n'a pu réaliser cet exploit. Le Hezbollah est vraiment très bien organisé. Mais ce qui est le plus important, c'est que, très vite, la population, la base sociale du Hezbollah, se sont alignées sur leurs combattants. Ils ont pris soin des combattants. Ensuite, il y a eu les discours de Hassan Nasrallah [leader du Hezbollah, NDLR]. Il est intervenu quatre fois, et je crois que ce sont des pièces maîtresses à étudier dans la science politique.

Quelles sont les répercussions plus générales sur la région ?

N. Chahal :

Les Arabes attendaient, avec une angoisse qui leur serrait le cœur. Nous avons reçu beaucoup de délégations au Liban, des délégations arabes. Elles nous ont raconté que les Arabes avaient le cœur serré pendant les quatre premiers jours, parce qu'ils s'attendaient à la défaite.

Au-delà du dixième jour, les Arabes n'en ont pas cru leurs yeux. Cela commence à faire tache d'huile. Il y a une malaise énorme en Égypte et dans l'armée égyptienne. De même dans l'armée syrienne. Les gens disent : « Comment se fait-il que le Hezbollah est capable de faire cela ? Et nous ? Qu'est-ce qu'on fait ? »

Historiquement, la bataille du Hezbollah a marqué le début du déclin d'Israël, la fin d'Israël qui terrorise l'ensemble de la région. Je pense que beaucoup d'Israéliens sont conscients de cela, notamment nos amis israéliens anticolonialistes.

Quelle est ton appréciation politique sur le Hezbollah ?

N. Chahal :

Je pars de la position du Parti communiste libanais (PCL), qui travaille main dans la main avec le Hezbollah. C'est une alliance critique à l'égard du Hezbollah. Le PCL dit ouvertement au Hezbollah : « Là, tu t'es trompé. » Après 2000, le PCL a considéré que le Hezbollah avait gaspillé la victoire, parce que, dans la politique interne libanaise, le Hezbollah s'est allié à ses ennemis, à ceux qui étaient contre la libération, la bourgeoisie néolibérale.

Je fais une différence entre les mouvements islamistes. Il n'y a aucun lien de parenté entre Ben Laden et le Hezbollah. Aucun ! C'est comme dans les mouvements de gauche. Quel rapport est-ce que nous avons avec les Khmers rouges ? Pour moi, ce sont des fascistes. Il y a des fascistes chez les islamistes comme chez des gens de gauche, mais il y a aussi des gens libérés, progressistes.

Je ne fais pas l'éloge du Hezbollah. Je connais les points faibles. Le Hezbollah n'est pas encore assez conscient qu'il est un mouvement de théologie de la libération. Mais c'est le seul mouvement islamiste qui vienne dans les forums sociaux mondiaux et européens. Depuis 2003, il envoie régulièrement des gens pour y participer. Il y a une alliance pratique et politique entre le Hezbollah, le Parti communiste libanais et le Parti du peuple - qui est un parti nationaliste de gauche. Ils se voient régulièrement et ne dissimulent pas les points de divergence. Le PCL, par exemple, reproche au Hezbollah de n'avoir jamais participé à des manifestations de revendications sociales, alors que sa base est une base composée de pauvres, de paysans, d'ouvriers et de la classe petite-bourgeoise défavorisée au Liban. Le Hezbollah dit parfois : « Vous avez raison, on n'était pas assez conscient de cela. »

Il faut comprendre le Hezbollah comme un phénomène jeune, qui évolue beaucoup. C'est très important. C'est aussi un mouvement qui est libéré des dogmes hérités. Leur capacité à travailler avec les communistes est, pour moi, révélatrice.

Libéralisme et capitalisme **Ne sont pas synonymes**

Le terme « libéralisme » fait florès dans le langage politique du PCF, à tel point qu'il a quasiment éclipsé celui de capitalisme. Bien qu'avec cet usage, l'intention du PCF soit claire (se mouler dans le cadre du langage compris par les forces sociales que cette organisation souhaite coordonner), cette intention ne présente-t-elle pas plus d'inconvénients que d'avantages au plan de la dynamique des luttes ?

Le capitalisme peut être défini comme un système social de développement des forces productives, matérielles et humaines basé sur un rapport, le salariat, permettant l'exploitation et la domination des salariés. La caractéristique première du capitalisme contemporain est que ses acteurs dirigeants tendent à le mondialiser et à le

« marchandiser » à l'extrême, au plan des forces de production comme de la finance. Le libéralisme, de son côté, désigne deux phénomènes. Le premier est de nature politique et culturelle. Il correspond à la mise en avant principale de l'individu comme valeur suprême du fonctionnement social. Le deuxième est de nature économique. Il signifie que pour se développer, le capital et les forces sociales qui l'animent veulent disposer, dans tous les domaines, d'une entière liberté de décision et d'action. Avec ces deux définitions, on perçoit le lien existant aujourd'hui entre capitalisme et libéralisme et la justification que les instances politiques du PCF peuvent donner de l'emploi du second terme pour le premier. Pour se mondialiser, le système capitaliste éprouverait le besoin intensif et prolongé de l'oxygène du libéralisme et le respirerait à grandes goulées. Capitalisme et néolibéralisme seraient donc équivalents.

Bien que la mondialisation capitaliste se nourrisse d'un libéralisme exacerbé, nous souhaitons cependant

montrer sans purisme théorique que l'emploi d'un terme pour l'autre est dommageable à la réflexion comme à l'action, surtout dans le contexte plutôt inerte de la vie théorique du moment. Les erreurs graves induites par cette substitution de langage résultent, selon nous, de ce que la notion de libéralisme évoque avant tout un système d'échanges égaux et libres entre individus égaux et libres. Sans sêter à cette conception bourgeoise de l'égalité et de la liberté des échangistes, maintes fois critiquée, on développe deux remarques.

D'une part, il n'existe pas d'échanges sans production. Par conséquent, toute contestation de l'ordre capitaliste évacuant l'analyse des mécanismes de production de la valeur et d'accumulation du capital se condamne à l'impuissance. L'enjeu de la lutte des classes porte simultanément sur la création de la valeur et sur son utilisation. Le phénomène des classes sociales lui-même, pour être correctement perçu, suppose d'être appréhendé à ces deux niveaux. Si l'on n'y prend pas garde, la notion de libéralisme tire la pensée révolutionnaire vers une analyse du fonctionnement social et de ses contradictions en termes de répartition, comme si la production n'avait désormais plus d'importance. Lcoulerait à flots. Il suffirait de se baisser pour le ramasser, comme si la domination capitaliste n'était pas en train de désorganiser complètement et à grande échelle le système productif antérieur sans le remplacer par un système viable à moyen et long terme. On note que, sur le terrain de cette idéologie échangiste, se développent des formes spontanées de résistance et de luttes contre les technologies. Elles alimentent une idéologie de la décroissance durable, qui, si elle était mise en oeuvre, conduirait à la paupérisation absolue de larges fractions du salariat.

D'autre part, il n'existe pas de productions et d'échanges sans État. La structure de l'État est consubstantielle aux sociétés

de classes, a fortiori aux sociétés capitalistes. Les groupes monopolistes ont besoin en permanence de sa puissance. Jamais son rôle n'a été aussi déterminant qu'aujourd'hui dans l'organisation de la société et dans la vie des citoyens. Que ce soit dans le cadre européen ou mondial, les États n'ont pas perdu leur nature capitaliste, qui a seulement été modifiée en profondeur. Pour être bref, il nous semble que l'usage quasiment exclusif de la notion de libéralisme tire la pensée révolutionnaire vers la seule prise en compte des marchés. Or cet usage éloigne de la critique de l'État, si nécessaire à tout programme révolutionnaire.

Pour conclure cette note, nous insistons sur deux idées :

1. Nous sommes conscients que la correction que nous proposons, si elle était validée, serait insuffisante à donner aux luttes les perspectives indispensables ;

2. Les limites d'une proposition argumentée ne peuvent empêcher qu'on lui accorde attention. La société française est de plus en plus engagée dans un processus d'américanisation de sa vie politique. Pour préserver son avenir, l'idéologie révolutionnaire se doit donc d'opposer la rigueur des concepts à cette forme de déliquescence de la démocratie. C'est notamment avec des mots que l'on pense et que l'on agit. Il ne suffit pas aujourd'hui, que les bouches s'ouvrent. La société subit de telles transformations que les cerveaux doivent également fonctionner.

Jean Claude Delaunay et Gilles Mercier

Perplex

Ségolène par ci, Ségolène par là...c'est l'enfant gâtée des médias ...avec Sarkozy, oh pardon Nicolas. Autrement, dit la "gentille" tout sourire et le "méchant". Les autres ne sont finalement utilisés que comme faire valoir. Le problème ,c'est que quand elle dit quelque chose de clair, c'est du "presque Sarkozy". Par ailleurs, elle abonde de formules générales qui n'engagent pas à pas à grand chose. Elle a, par contre, constitué son appareil de campagne 485 comités locaux se sont créés "en génération spontanée", sans attendre l'investiture du PS. C'est beau la démocratie !

Montebourg a été choisi par Ségolène comme porte-parole. Qui s'est fabriqué toute seule comme une grande son cabinet de campagne. Ce qui est drôle, c'est cette alliance du "plus révolutionnaire que moi tu meurs" et d'une dame conservatrice. Mais, il faut bien attirer les voix de gauche !

Pourquoi les pays européens sont-ils si timorés vis-à-vis des USA de Bush ? Une quantité considérable de capitaux européens sont placés aux USA et le dollar est le vecteur de la mondialisation capitaliste. Affronter les USA c'est, pour chaque pays capitaliste, fragiliser la position de leurs groupes monopolistes.

Putsch militaire en Thaïlande accueilli avec complaisance par les occidentaux. Toutes les libertés (le peu qu'il en restaient !) sont "suspendues" ! Il est vrai que le pouvoir déchu était tellement corrompu et peu démocratique qu'il en devenait "imprésentable". Et si la CIA, pas mal implantée en Thaïlande, avait joué un rôle...en conseillant le roi ?

Le quartet (Etats-Unis, Russie, UE et ONU) exige toujours du Hamas, outre la reconnaissance d'Israël et des accords signés par l'OLP, qu'il renonce à la violence. Je trouve qu'"il faut le faire", après le saccage du Liban et les massacres à Gaza par les Israéliens !

OPA sur le PCF

J Bové a écrit à tous les membres du conseil national du PCF à la veille de leur réunion pour leur signifier qu'au lieu de présenter un candidat à l'élection présidentielle, le PCF serait plus inspiré de le choisir lui. Le PCF se mettrait au service de J Bové qui fait don de sa personne à la noble cause de l'anti-libéralisme. Le rôle du PCF serait de servir de support logistique à une à nébuleuse dont le programme est encore à construire! L'avenir est dans la dilution! Cette OPA est menée de l'intérieur du Parti par le groupe de Braouzec. Elle est rendue possible grâce à la stratégie du PCF. Afin d'éviter la déroute électorale, MG Buffet ne veut pas être la candidate du PCF, elle veut être celle d'un rassemblement qualifié pour l'occasion d'anti-libéral (cela ne mange pas de pain, car l'anti-libéralisme n'a pas de contenu). Elle a essayé d'imposer sans succès sa candidature à travers des comités qui avaient le défaut de ne représenter qu'eux mêmes. Pourquoi, les partenaires anti-libéraux du PCF auraient ils fait ce cadeau à MG Buffet. Le PCF par opportunisme a fait sien tous les idéaux des associations altermondialistes, qui n'ont fait aucun compromis elles sont restées elles même : anticommunistes. Avec MG Buffet être communiste c'est rassembler sur aucun contenu, parce qu'affirmer des positions de classe, ce n'est pas rassembler. Le dernier effort à faire, c'est donc au PCF de le faire en s'effaçant. MG Buffet est en incapacité de résoudre la contradiction, car elle ne peut faire avaler au Parti la nécessité de son effacement. C'est au groupe Braouzec,

Perreux qu'est dévolu ce rôle. L'opération Bové s'avérant difficile, ils nous sortent Clémentine Autain élue sur la liste PCF au Conseil Municipal de Paris comme vecteur de l'opération "disparition du PCF". Remarquons que de par sa stratégie d'alliance à tout prix, le PCF a valorisé des personnalités déterminées à lui faire la peau. Les comités auto proclamés décideront donc le 15 octobre qui représentera "le courant anti-libéral" MG Buffet utilise les dits comités pour imposer sa candidature, Braouzec et ses comparses du rassemblement antilibéral font de même pour l'évincer. Mais tout ceci reste entre amis, pas de débat de fond, tout est à fleuret très moucheté. Si MG Buffet n'arrive pas à s'imposer, elle sera candidate du PCF par défaut et l'opération "Bové-Autain" échouera; sans l'appareil du Parti, ils n'ont aucune chance. MG Buffet candidate par défaut mais pour dire quoi? Depuis des années, le PCF dit la même chose que ceux qui veulent l'utiliser pour l'évincer. Que de contradictions à résoudre! Le PCF doit changer de stratégie, s'il veut continuer d'exister, mais le peut il avec tous ses élus qui tiennent plus que tout à une stratégie d'union qui leur permette (jusqu'à quand ?) de garder leur siège? Il faut d'abord partir des luttes, les impulser, c'est leur convergence qui au cas par cas déterminera le contenu des accords que le PCF passera avec les autres formations politiques, c'est cette seule stratégie qui liera le Parti au salariat et permettra le développement dans la société d'un mouvement anti-capitaliste.

Gilles Mercier

Les Etats-Unis vont-ils légaliser la torture ?

C'est probable. Ces jours-ci doit venir devant les deux chambres des Etats-Unis une loi permettant au Président d'autoriser la CIA à utiliser des "techniques coercitives d'interrogatoire", autrement dit la torture, en violation du droit international et des conventions de Genève. Les conventions seront "respectées" dit-on cyniquement...mais interprétées par le Président !

Vous direz, "ce n'est pas nouveau puisque la torture est devenue depuis 4 ou 5 ans monnaie courante dans des lieux de détention secrets, "les sites noirs", situés hors des Etats-Unis. Abou Ghraïb, Bagram, Guantanamo des noms qui raisonnent sinistrement. Tout cela au nom de la lutte contre le terrorisme.

Étant donné la proximité des élections américaines de la mi-mandat (renouvellement des chambres) et la perspective des élections présidentielles, pas question pour les démocrates de s'opposer à une loi "nécessaire pour briser le terrorisme" comme le dit Bush. Il faut bien dire que les Américains sont sensibilisés à la "lutte contre la terreur", idée sur laquelle s'appuie Bush pour justifier toute sa politique.

Les informations obtenues par la torture seront prises en compte par les tribunaux militaires d'exception. Les bourreaux ne pourront pas être poursuivis ! Le Washington Post écrit : " si la législation passe (...), la torture serait légalisée". Alors que toutes les études montrent que la guerre en Irak a accru la menace terroriste. **Où vont les Etats-Unis ? RM**

*

Pour permettre à Réflexions d'exister
Abonnez-vous : 10 euros par an. CCP 4210612T033